

Santé :

Le diabète 5% de décès chez les femmes en Afrique

P5

AMETODJI Yaouvi Michel ou l'exemple du député proche de sa base :



Plusieurs projets dans divers secteurs réalisés dans l'Ogou

P2

Attention au pourrissement de la situation dans le secteur de l'enseignement

P6



LE

LIBERAL

Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 0317 du Mercredi 15 Novembre 2017 - 250 F CFA / Etranger 1€

Editorial :

L'incontournable dialogue

Les grandes guerres, mêmes les plus atroces se terminent toujours par un dialogue autour d'une table nous renseigne les hauts faits de l'histoire. Le plus grand vainqueur sur le champ de bataille n'est convaincu de sa victoire que lorsque qu'en toute modestie l'adversaire accepte acter sa défaite et prends de nouveaux engagements.

Les crises politiques sont comme des guerres elles ne trouvent solution que lorsque dans un élan patriotique les protagonistes font le geste sublime en tendant la main ou en acceptant la main tendue. C'est loin d'être un aveu d'échec ni de faiblesse mais plutôt une marque de grandeur surtout quand la crise tend à s'enliser et que le pourrissement ne bénéficie à personne.

C'est en ce moment que le dialogue devient incontournable en ce sens qu'il permet aux protagonistes de rapprocher leur position et dégager un consensus qui impose qu'on tienne compte de la position du plus faible afin personne ne se sente lésé. Mais on doit avoir à l'esprit que dans un dialogue le compromis est de règle.

Il faudra assouplir les positions sans abandonner la sienne il faudra juste mettre de l'eau dans son vin ça s'appelle faire le pas vers l'autre. La magie du dialogue réside tout simplement dans le fait qu'on repart toujours avec un gain et chacun en tire satisfaction même si celle-ci n'est pas totale, on n'a pas tout dans la vie n'est-ce pas ?

Depuis le 19 août le Togo traverse une crise politique, le temps passe, la crise perdure, dans un camp ou l'autre on est bien loin d'atteindre ses objectifs c'est ici que le dialogue devient incontournable il permettra aux uns et aux autres de sauver la face et dans tous les cas, nul ne sortira perdant surtout quand on a à l'esprit l'intérêt du peuple, et rien d'autre.

Le Directeur de Publication

Dialogue, ça se précise



Un émissaire ghanéen a rencontré hier la coalition des 14 partis

P3

Violences politiques, à qui la faute ?

Faure accuse, l'opposition récuse

P4

Vers un accès pour tous en électricité d'ici 2030

Une centrale solaire photovoltaïque inaugurée à Bavou par le Chef de l'Etat

P3



AMETODJI Yaouvi Michel ou l'exemple du député proche de sa base :

Plusieurs projets dans divers secteurs réalisés dans l'Ogou

Des élus du peuple qui abandonnent leur base une fois élus, la critique ne date pas d'aujourd'hui et reste une réalité.

Aujourd'hui, des députés tente d'inverser cette tendance c'est le cas de l'honorable AMETODJI Yaouvi Michel élu dans une circonscription dans les grands plateaux. Nous sommes, dans la préfecture de l'Ogou. Des réalisations dans plusieurs secteurs d'activité tiennent en haleine le visiteur. Il s'agit bien sur des actions menées par un fils du milieu, un élu qui n'a jamais oublié de qui il tient sa présence à l'hémicycle.

En tout cas, le bel exemple donné par le député AMETODJI Yaouvi force l'admiration des fils et filles de la localité. Le secteur de l'éducation, le problème de l'emploi des jeunes, le développement communautaire, les infrastructures l'élu n'hésite pas à y aller de sa poche pour rendre dynamique ces secteurs qui contribuent au développement du milieu.

Sur le plan social par exemple, un appui est apporté à la



L'honorable Ametodji Yaouvi Michel

formation et l'accompagnement des CVD, CDQ dans la commune et les cantons de Djama et Gnagna ; - on note aussi l'accompagnement des groupements de femmes dans la commune ; le renforcement institutionnel, matériel et financier de la Chambre des Métiers de la région des Plateaux.

Une méga tournée dans les huit cantons de la préfecture de l'Ogou pour rencontrer les leaders d'opinion et chefs

traditionnels, ceci dans le cadre des actions du parti UNIR en faveur de la proximité avec les populations. Une assistance permanente est apportée aux personnes de 3ème âge de la commune d'Atakpamé.

La jeunesse n'est pas oubliée on note la création d'emploi en faveur de 100 employés dont 47 agents permanents. Certains projets bancables des jeunes porteurs d'idées d'entreprise, ont reçu des financements. La population d'Akparé elle a bénéficié de la construction de forage d'eau.

L'éducation est incontournable et 15 établissements scolaires dont les plus récents sont dotés d'environ 500 tables-bancs. Il s'agit du lycée d'Akparé, l'EPP Ilema, l'EPP Amoutchou, le CEG Ountivou ; il faut noter

aussi la construction de 4 salles de classe et de réfection dans plusieurs établissements scolaires en délabrement ; - la prise en charge de certains enseignants volontaires dans les communautés défavorisées.

S'agissant des Infrastructures routières, la réhabilitation d'un pont à l'entrée de la ville côté sud ; la réhabilitation des caniveaux et des rues dans les quartiers Djama, Gnagna, Babamé sur une distance totale de 3 km ; Sur le plan sanitaire, don d'un climatiseur de 8 chevaux, de 2 congélateurs et de 20 chaises roulantes au CHR d'Atakpame ; - la réhabilitation et l'équipement du dispensaire d'Agbofan ; - la réhabilitation et l'équipement du dispensaire de Ountivou.

Sur le plan socioculturel Ici, on note le parrainage de plusieurs activités socioculturelles par le député à savoir : La foire commerciale des 7 collines, les activités de corps de métiers, des activités culturelles et

éducatives de l'Amicale des élèves et étudiants stagiaires de la préfecture de l'Ogou (AMESPO), la semaine culturelle du grand Ogou. A tous ces parrainages s'ajoutent également ceux des groupes folkloriques, des tournois de matches de football, de jeux de cartes ainsi que la réhabilitation de la place publique du Rond-Point dénommé Place AMETODJI ou Rond-point AMETODJI. Ces quelques actions du député AMETODJI sur le terrain font de lui un élu du peuple qui fait la différence et si ses collègues pouvaient lui emboîter le pas, l'image de nos députés serait plus reluisante et contribuerait au développement de la nation. C'est un message fort à tous les députés de la majorité comme ceux de l'opposition qui doivent désormais comprendre que nul ne peut prétendre s'élever au-dessus du médiocre s'il ne sait imiter le bon modèle. ■

La Rédaction

Innovation médicale en Afrique de l'Ouest :

Un cabinet dentaire ultramoderne inauguré ce week-end à Lomé

C'est en plein cœur de Lomé, que vient de s'ouvrir, sur 1000 m2, un centre dentaire ultramoderne. Action humanitaire de l'European Oral and Dental Education

la base, avec à sa tête Mme Victoire Dogbé.

Au centre EODEC, le plateau dispose de 150 dentistes avec du matériel issu des dernières innovations : radiographie

différence. L'aménagement de l'espace est fait pour permettre au patient de vivre une expérience agréable. La salle d'attente est aménagée avec soin pour accueillir les enfants. Avec ce niveau

but non lucratif belge créée par un groupe de praticiens de l'art dentaire. Disposant d'un cabinet dentaire à Lomé depuis 2009, l'association a délivré 15000 soins à 11000 enfants.



Centre), ce centre est destiné à la prévention gratuite des maladies bucco-dentaires chez les enfants démunis et les orphelins. Il s'agit d'une initiative soutenue par le Ministère du développement à

dentaire, bloc opératoire pour chirurgie dentaire, salle de stérilisation et locaux de traitement des déchets à risque infectieux aux dernières normes.

Le centre EODEC fait la



d'intérêt pour les détails, pour le bien être des patients et ses équipements modernes, EODEC a mis le paquet pour exceller dans la fourniture des soins dentaires au Togo.

L'EODEC est une Association à

Pour khamaktchian, cofondateur de EODEC, l'objectif à terme est de "permettre à toutes les écoles publiques de Lomé de disposer d'un programme de prévention des maladies bucco-dentaires"... ■



Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC
du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication

PETCHEZI P. D. Fabrice

Comité de Rédaction

PETCHEZI Fabrice
Alain TCHEDRE
Prosper AWIH
Dick MESSAN (Stagiaire)

Correcteur

S. Didier

Infographie

JPB

Adresse

Route du Contournement CEDEAO,
Agoè Démakpoè, non loin des rails
Tél: +228 90 15 87 53
+228 22 42 83 46
13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie

La Colombe

Tirage

1000 exemplaires

En attendant le dialogue, la rue : La coalition des 14 partis pour de nouvelles manifestations à partir de Jeudi

En conférence de presse hier la coalition des 14 partis maintient les manifestations prévues jeudi vendredi et samedi. Le projet d'organiser les manifestations à l'intérieur du pays a été finalement abandonné.

Il faut dire que le gouvernement avait interdit ces manifestations pour des raisons de sécurité. L'opposition qui entendait passer outre cette mesure a fini par entendre raison conséquence la coalition ne sera

pas à Sokodé ni à Dapaong pour les marches cette semaine.

Ces manifestations se déroulent alors qu'on s'active pour réunir les conditions afin d'ouvrir le dialogue annoncé par le gouvernement. Hier à l'hôtel 2

février, un émissaire ghanéen qui agissait au nom des chefs d'Etat de la CEDEAO a échangé avec la coalition des 14 partis dans la matinée et des membres du gouvernement l'après-midi.

Une crise politique secoue le



Dialogue, ça se précise :

Un émissaire ghanéen a rencontré hier la coalition des 14 partis

Une semaine après l'annonce du dialogue entre les protagonistes de la crise politique qui secoue le Togo, ils sont nombreux ces togolais à s'interroger sur les réelles chances de la tenue de ce dialogue eu égard aux positions tranchées affichées par les forces en présence.

Mais depuis hier, une lueur d'espoir semble naître. En effet, un émissaire du président Ghanéen Nana Akufo-Addo était hier dans

nos murs. A l'Hôtel 2 février, il a rencontré la coalition des 14 partis avec à sa tête le chef de file de l'opposition Jean Pierre FABRE. le ministre ghanéen de la sécurité Albert Kan-Dapaah puisqu'il s'agit de lui à aussi conférer avec le pouvoir en place. Selon les propos de l'émissaire ghanéen rapporté le site Africarendez-vous, « Le mandat a été donné au président ghanéen par ses pairs de la sous-région et il a démarré depuis quelques

jours à prendre langue avec l'opposition et le pouvoir en place au Togo ici et au Ghana. Nous croyons fort que le temps est maintenant propice pour démarrer le dialogue entre les deux parties ». Les discussions ont porté sur le dialogue. Il s'agit sans doute de sonder les deux parties et trouver un terrain d'entente pour l'ouverture effectif du dialogue annoncé par le gouvernement.

La Rédaction

Togo depuis le mois d'août. Plusieurs manifestations sont organisées par l'opposition pour réclamer les réformes politiques, ce que le pouvoir a fait en adoptant en septembre un avant-projet de loi portant modification de la constitution avec en toile de fond la limitation du mandat présidentiel, et un mode de scrutin à deux tours.

L'opposition parlementaire a boudé l'adoption du texte au parlement et exige le retour pur et simple à la constitution de 1992 et le départ immédiat du chef de l'Etat. Le bras de fer entre pouvoir et opposition dure depuis plusieurs mois et l'ouverture du dialogue

annoncé semble être la seule issue pour une sortie de crise. Il faudra à présent déterminer l'ordre du jour du congrès et les participants aux discussions. Mais certains sons de cloche du côté de l'opposition inquiète déjà il s'agit notamment de la position du leader de l'opposition qui depuis l'annonce du dialogue affirme à qui veut l'entendre que si dialogue il doit y avoir, ce serait pour négocier le départ du chef de l'Etat, simple moyen de pression ou réelle intention ?

Cette ligne dure épousé par le leader du PNP, TIKPI Atchadam, est loin d'être la préoccupation des autres leaders de l'opposition. ■

Violences politiques, à qui la faute ? Faure accuse, l'opposition récuse

Le chef de l'Etat était samedi dernier au camp militaire de Témédja dans la préfecture de l'Ogou. Le Président de la République s'est adressé à l'occasion au 3e régiment d'infanterie.

Dans un discours très bref, le chef de l'état a reconnu que « le Togo est actuellement perturbé par des manifestations qui loin d'être pacifiques comme l'autorise la loi, ont été souvent d'une très grande violence ».

C'est la deuxième fois que le chef de l'Etat prend la parole depuis le mois d'août début de la crise politique.

Ils sont nombreux ces togolais à souhaiter que le président de la République dise quelque chose sur la situation politique très tendue caractérisée par des manifestations politiques dans plusieurs localités du pays.



Le Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé

D'aucuns d'ailleurs estimaient que de simples paroles apaiseraient les esprits. Lors de sa première sortie devant les militants d'UNIR en congrès à Tsévié, Faure Gnassingbé n'avait effleuré que légèrement la question laissant sur leur soif une grande partie de l'opinion qui l'attendait. Mais samedi dernier à Témédja on a plus ou moins une idée sur ce que pense le Président même si le message pour la circonstance était destiné à une catégorie de togolais

notamment les militaires, cette sortie médiatique du chef de l'Etat a le mérite de situer plus ou moins les uns et les autres.

Il a regretté les violences, et les dégâts causés par les manifestations et impute la responsabilité aux organisateurs. La déclaration a sorti l'opposition de ses gonds celle-ci en retour accuse le chef de l'Etat et surtout l'armée d'être à l'origine des violences. On assiste dès lors à un jeu de pingpong entre pouvoir et opposition qui se rejette la



Des leaders de l'opposition

responsabilité. En conférence de presse hier, la coalition des 14 partis dénonce ce qu'elle considère comme « des propos irresponsables du chef de l'Etat » et demande la mise sur pied d'une commission d'enquête internationale pour faire la lumière sur « les tueries, les barbaries et crimes odieux ».

A Témédja et tout en rendant hommage aux militaires lynchés, le chef de l'Etat assure que tout sera mis en œuvre pour retrouver les auteurs ou

qu'ils se trouvent, les juger et les châtier conformément aux lois de la république a affirmé le chef de l'Etat. Une position de fermeté qui n'est pas de nature à plaire à d'aucuns et pourtant quoi de plus normal à rechercher et à punir des individus auteurs de crime dans un pays sensé être un Etat de droit.

Le ton de fermeté employé par le chef de l'Etat est diversement interprété et du côté de l'opposition, on pense

Suite à la page 4

Vers un accès pour tous en électricité d'ici 2030 : Une centrale solaire photovoltaïque inaugurée à Bavou par le Chef de l'Etat

Plus question de voir une localité du Togo privée du courant électrique d'ici 2030. Telle est la mission que s'est assignée le gouvernement togolais sous l'impulsion du chef de l'Etat, son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé en créant le 11 mai 2016 l'Agence Nationale Togolaise d'Electrification Rurale et des Energies Renouvelable (AT2ER). C'est dans la poursuite de cet objectif que le chef de l'Etat a procédé le vendredi 10 novembre dernier à l'inauguration d'un réseau électrique à Bavou, un village du canton d'ountivou dans les plateaux situé à environ 200 km au nord-est de Lomé.

D'une capacité de 150 KWc, avec un réseau de distribution basse tension de 5 Km équipé de 65 lampadaires d'éclairage public et des compteurs de branchements des clients, cette centrale solaire photovoltaïque dessert déjà 3 villages et a la



capacité de couvrir 4 autres localités environnantes.

Le ministre des mines et de l'énergie, Marc D. Ably-Bidamon, a pour l'occasion salué la volonté du chef de l'Etat qui œuvre inlassablement pour améliorer les conditions de vie des couches les plus vulnérables à travers son quinquennat qu'il veut social : « conscient du coût d'une installation électrique, pas toujours à la portée de la population des contrées éloignées, vous avez décidé, Excellence monsieur le

Président de la République, que dans le cadre de ce projet tous les ménages puissent être raccordés gratuitement. Ceci s'inscrit dans la concrétisation de votre quinquennat que vous avez placé sous le sceau du social », a-t-il relevé.

Selon lui, le gouvernement s'est fixé un cap, atteindre un taux d'électrification à 100% en 2030. « Les objectifs principaux visés par le gouvernement sont entre autre atteinte d'un taux d'électrification de 50% en 2020 et 100% en 2030 », a-t-il ajouté.

Le tout nouveau directeur de



l'AT2ER, François Bolidja Tiem a pour sa part rappelé qu'environ 300 villages bénéficieront de ce programme d'accès à l'électricité d'ici 2030 : « à court terme à l'horizon 2019 nous allons alimenter 300 villages toutes catégories confondues, solaire, extension réseau, type individuel. Il n'y aura pas de laisser pour compte », a-t-il déclaré.

Les bénéficiaires, par la voix de leur élu local, l'honorable Amétodji Yao Michel, ont exprimé leur gratitude au chef de l'Etat pour ce geste magnanime qui viendra booster les activités économiques de la localité tout en créant des conditions d'apprentissage favorable aux élèves.

Rappelons que la réalisation de cet ouvrage fait partie d'un vaste programme dénommé programme régional de

développement des Energies renouvelables et de l'efficacité énergétique (PRODERE) initié et financé par la commission de l'UEMOA. C'est donc dans le cadre du second volet de ce programme que le Togo a bénéficié de 2 milliards de FCFA, qui lui a permis outre Bavou, d'implanter ces mêmes centrales dans d'autres localités à savoir Assouko à Blitta, Kountoun dans le Bassar et Takpapiéni dans la préfecture de l'Oti-Sud.

Revenant à la cérémonie d'inauguration, il faut également souligner que le chef de l'Etat a été accueilli par des ovations par une foule en liesse qu'il a chaleureusement saluée avant de regagner la loge dressée pour la circonstance.

De notre envoyé spécial à Nangbéto, Alain Tchédre

Violences politiques, à qui la faute ? Faure accuse, l'opposition récuse

Suite de la page 3

qu'il n'est pas de nature à apaiser les esprits. D'autres vont jusqu'à accuser le chef de l'Etat de vouloir opposer

l'armée et les civils.

Le gouvernement il y a une semaine a pris des mesures d'apaisement avec l'annonce

de l'ouverture d'un dialogue avec l'ensemble de l'opposition. ■

PF

INTERVENTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SEM FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBE A L'OCCASION DE SA VISITE AU 3ème RÉGIMENT D'INFANTRIE DE TEMEDJA

Monsieur le Chef d'Etat-major Général des Forces Armées Togolaises,

Monsieur le Général, Conseiller spécial,

Monsieur le Secrétaire Général du Ministère de la Défense,

Officiers et Sous-Officiers,

Militaires de rang,

Gendarmes et Policiers,

Vous savez, notre pays le Togo est actuellement perturbé par des manifestations qui, loin d'être pacifiques comme l'autorise la loi, ont été souvent d'une très grande violence.

Ceux et celles, qui organisent ces manifestations, portent la lourde responsabilité des victimes que les participants ont faites et les

dégâts qu'ils ont causés.

Ce fut le cas de cet enfant tué à Mango et aussi à Sokodé. Ce fut également le cas de vos camarades, *frères d'armes le Sergent ELIMA Aklesso et le Caporal-Chef Atcha Natchamba SIZING lynchés et décapités* par un groupe d'individus organisés et préparés à cet effet.

Je veux de nouveau leur rendre hommage ici, ainsi qu'à leur famille. Ils sont allés avec courage, au bout de leur engagement, au service de la paix que nous voulons tous pour notre pays. Leurs assassins sont activement recherchés. Et tout sera mis en œuvre pour les retrouver où qu'ils se trouvent, les juger et les châtier conformément aux lois de notre

République.

Aujourd'hui, je suis avec vous pour vous renouveler ma confiance totale. Sous la conduite de vos Chefs, j'ai la conviction que vous vous comporterez toujours en soldats responsables face aux provocations et aux menaces de toute sorte.

Je sais pouvoir compter sur votre courage et votre sens du devoir pour relever tous les défis qui vous seront lancés, et que sans faiblesse, nous saurons ensemble répondre à toute menace ou action terroriste qui pourrait toucher notre Nation.

Vives les Forces Armées Togolaises!

Vives le Togo.

Je vous remercie. ■

L'agenda du mandat social en branle

Vendredi 10 novembre 2017, le Président de la République a procédé en personne au lancement des travaux de construction de



plusieurs projets de mini adduction d'eau potable au profit des régions maritime et des plateaux.

L'enthousiasme et la ferveur

avec lesquels les populations bénéficiaires l'ont accueilli témoignent à n'en point douter du mieux-être espéré de cette action du Gouvernement qui

fait du défi de l'eau potable pour tous au Togo, une préoccupation de premier ordre. ■

ATTENTION AU POURRISEMENT DE LA SITUATION DANS LE SECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT

La situation qui prévaut dans le secteur de l'enseignement tant du primaire que du secondaire devient de plus en plus inquiétante. Ça fait plus d'un mois, voire deux que les fédérations des différents syndicats de l'enseignement ont des esprits surchauffés et appellent à des grèves intempestives. De deux jours dans la semaine par le passé ils sont allés à 3 jours depuis le début de cette semaine.

Au cœur des revendications, le statut particulier de l'enseignement qui serait garé quelque part dans les tiroirs du gouvernement et dont ils disent ignorer le sort. Mine de rien, la situation est en train d'entamer sérieusement le système éducatif togolais avec risque de pourrissement. Les cours sont devenus rares comme les larmes d'un chien. Des élèves sont laissés à eux-mêmes la plupart des temps. Or une heure seulement de cours perdue est déjà de trop.

L'impact des grèves

Du coup la formation reçoit un choc terrible, et l'avenir des



Prof Tchakpèlè Palaamwé, ministre des Enseignements primaire et secondaire

enfants en termes de formation et de bagage intellectuel est hypothéqué. Depuis plus de 5 ans, le système éducatif est handicapé avec une formation bâclée.

Pour 25 semaines de cours

prévus par l'UNESCO par année scolaire, l'on s'en sort parfois avec seulement 18 semaines, voire moins avec les mêmes programmes dont la couverture est au 1/3. Pour la plupart des cas. Et avec ça, on fait tout pour que les

résultats soient escomptés à la fin de l'année. Conséquent, c'est des diplômés au rabais à tous les niveaux même au baccalauréat où le combat est beaucoup plus alarmant. Comme quoi, « Quand deux éléphants se battent, ce sont les herbes et les arbustes qui se blessent ».

Au nom du statut particulier l'enseignement et la formation sont bafoués

Le motif principal de ce pourrissement de situation est le statut particulier de l'enseignant. De quoi souffre ce statut alors qu'il est déjà élaboré ? Est-on tenté de se demander, va-t-on sacrifier l'avenir de la jeunesse sur l'autel d'un statut particulier ? Autre interrogation dont la réponse s'impose. Si l'intransigeance des fédérations des enseignants semble préjudiciable, le

silence du gouvernement face au pourrissement de la situation ne l'est pas moins. Car les deux positions tranchées ne font que conduire au pourrissement de la situation.

Certes le gouvernement a souvent preuve de préoccupation et de bonne foi, cependant les stratégies restent encore à revoir. Mieux communiquer sur ces actions, car les syndicats réclament parfois des choses qu'ils ont déjà ou en voie d'être obtenues.

Vivement que les uns et les autres entendent raison pour l'intérêt général et suprême du système éducatif togolais. Car, comme le disait René DESCARTES « Un peuple est d'autant plus poli et plus émancipé que les gens y étudient mieux ». ■

Eric T.

Santé : Le diabète 5% de décès chez les femmes en Afrique

La communauté internationale a célébré hier la journée mondiale de lutte contre le diabète. Pour cette année, la célébration a été focalisée sur le thème : « Les femmes et le diabète – notre droit à un futur en bonne santé », un thème qui met en exergue le rôle important que les femmes jouent dans la prévention ou la gestion des facteurs de risque du diabète et l'accès aux soins. Dans un message à l'occasion de la célébration de cette journée, Dr Moeti Matshidiso, Directeur Régional de l'OMS pour l'Afrique a annoncé des statistiques qui interpellent.

Le diabète est une maladie chronique qui se caractérise par une concentration élevée de sucre dans le sang. Cette maladie peut résulter soit d'une production insuffisante d'insuline par le pancréas (diabète de type 1), soit de l'incapacité de l'organisme à utiliser effectivement l'insuline qu'il produit (diabète de type 2). Pendant la grossesse, il peut y avoir une augmentation temporaire de la glycémie, ce qui entraîne à long terme un risque de diabète de type 2 affirme le directeur régional dans son message.

En ce qui concerne les statistiques le docteur donne des chiffres sur le taux de prévalence du diabète au sein de la population adulte dans la Région africaine. Elle est passée de 3,1 % en 1980 à 7 % en 2014. On estime que l'hyperglycémie cause environ 5 % des décès chez les femmes et 3,9 % des décès chez les hommes. La surcharge pondérale et l'obésité sont des facteurs de risque du diabète, des maladies cardiovasculaires et de certains cancers tard dans la vie. La prévalence des facteurs de risque du diabète et d'autres maladies non transmissibles est plus élevée chez les femmes que chez les hommes. En 2014, on estimait que 38,6 % des femmes âgées de plus de 18 ans étaient en surpoids, contre 22,9 % des hommes. La prévalence de la sédentarité se situait à 25 % chez les femmes âgées de plus de 18 ans et à 19 % chez les hommes âgés de plus de 18 ans.

À l'échelle mondiale, l'obésité est en forte augmentation chez les enfants et les adolescents âgés de cinq à 19 ans, passant de 11 millions de cas en 1975 à 124 millions d'enfants et adolescents obèses en 2016. Les estimations indiquent qu'un enfant ou un adolescent sur cinq est désormais en surpoids ou obèse.



En Afrique, le nombre d'enfants en surpoids ou obèses a presque doublé depuis 1990, passant de 5,4 millions à 10,3 millions. Les enfants en surpoids et obèses deviendront probablement des adultes en surpoids et obèses. Les enfants et les adolescents en surpoids et obèses sont aussi confrontés à des problèmes psychosociaux tels que l'intimidation et la stigmatisation, qui peuvent contribuer à un faible niveau d'instruction.

La prévalence croissante de l'obésité et du surpoids est due à une combinaison de régimes alimentaires malsains résultant essentiellement : de la commercialisation agressive d'aliments riches en graisses, en sucre et en sel ; du fait que le prix des aliments sains et nutritifs est relativement prohibitif pour les familles et communautés pauvres ; et du fait que certains enfants, adolescents et adultes ne

s'adonnent pas suffisamment à l'exercice physique.

En vue de réduire la prévalence du diabète de type 2, il convient d'adopter une approche prenant en compte toutes les étapes de la vie, du plus jeune âge jusqu'à l'âge adulte en passant par l'adolescence. Un régime alimentaire sain et nutritif devrait être disponible à la maison comme à l'école, surtout pour les familles et les communautés pauvres. Les enfants et les adolescents devraient être encouragés à s'adonner à l'exercice physique à la maison et à l'école, ce qui leur permettra de devenir des adultes en bonne santé. Une prise de poids excessive pendant la grossesse accroît le risque de diabète. L'hyperglycémie pendant la grossesse augmente le risque d'obésité et de diabète de type 2, autant que les complications pendant la grossesse, le travail et

l'accouchement, sans oublier le risque de mortinaissances.

Il est recommandé que les gouvernements prennent des mesures audacieuses afin de garantir aux femmes et aux filles l'accès aux services de dépistage du diabète et aux soins appropriés, en particulier l'accès aux médicaments, aux conseils et à l'information concernant le diabète. L'utilisation des téléphones mobiles pour fournir ces informations utiles sur le diabète devrait être encouragée. En outre, il convient de promouvoir des politiques qui accroissent la disponibilité d'aliments nutritifs et sains tels que les fruits et légumes. Des mesures fiscales devraient être prises pour augmenter le prix des aliments riches en matières grasses, en sucre et en sel, afin d'en réduire la consommation.

L'exercice physique devrait être encouragé dans tous les milieux : à la maison, à l'école, dans la rue, sur les trottoirs de la ville, sur les routes et sur le lieu de travail. L'OMS continuera de soutenir les gouvernements dans leurs efforts pour améliorer la prévention et le contrôle du diabète et d'autres maladies non transmissibles.

La Rédaction

La 9ème Edition des Journées Africaines de la Géotechnique ouvert hier à Lomé

Les géotechniciens d'Afrique ce sont donnés rendez-vous dans la capitale togolaise Lomé dans le cadre de la 9ème édition des journées africaines de la géotechnique. Cette rencontre entre experts et praticiens africains de la géotechnique s'est ouvert hier, ce pour 4 jours, c'est-à-dire du 14 au 17 novembre. Placée sous le thème, « pratique d'une géotechnique innovante et pertinence des stratégies de croissance des pays d'Afrique », elle se donne pour mission de réfléchir ensemble afin de trouver des solutions pour pallier les obstacles et promouvoir la pratique innovante de la géotechnique pour l'érection d'infrastructures durables et rentables dans les pays d'Afrique intertropicale.

En d'autres termes, cette 9ème édition des journées africaines de la géotechnique se consacre à l'examen des obstacles afin de proposer des solutions pour une utilisation judicieuse des matériaux locaux et autres



techniques innovantes dans la construction, l'entretien et la réhabilitation des infrastructures de génie civil en Afrique subsaharienne. Elle vise aussi à progresser dans l'exécution du projet P2RT avec notamment l'adoption dans les textes normatifs de 1980, des parties sujettes à révision et le point sur la réalisation des programmes de recherches appliquées adoptées à Yamoussoukro en juillet 2015.

Il sera également question de faire dans le cadre de l'ALBTP et du CTGA, des propositions concrètes de classifications adéquates des sols d'Afrique intertropicale en fonction de

leur utilisation. In fine, elle permettra de prodiguer en parallèle à l'attention des personnes désireuses, des formations en matière de sols gonflants, reconnaissances géotechniques et autres. Pour atteindre ces buts, ce colloque scientifique et technique se tient sous forme de séminaire-atelier subdivisé en 5 ateliers.

Le ministre Georges Aidam en charge de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, en ouvrant les travaux au nom du premier ministre, a après avoir souhaité un bienvenue aux participants venus des pays frères souhaité que les conclusions de ces assises

soient remis à tous les pays membres pour une meilleure application sur le terrain.

Monsieur Tchamdja Malaki Baoubadi, Directeur Général du laboratoire national du bâtiment et des travaux publics (LNBTP) a pour sa part notifié que les textes actuels qui régissent l'utilisation du béton est obsolète et mérite d'être révisé.

Selon lui, les géotechniciens d'Afrique doivent se rencontrer parce qu'ils vivent les mêmes réalités, et qu'ils ont les mêmes matériaux et donc ayant les mêmes problèmes de dimensionnement, de conception et de réalisation des infrastructures, il est de bon ton qu'ils se réunissent pour partager leurs expériences pour faire sortir de nouvelles règles. ■

Economie / Extrait du résumé analytique, rapport du FMI :

L'IMPACT DE L'ASSAINISSEMENT BUDGÉTAIRE SUR LA CROISSANCE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Le deuxième chapitre examine les effets sur la production des variations des dépenses et des recettes publiques dans les pays d'Afrique subsaharienne pendant la période 1990-2016. Les épisodes passés d'assainissement budgétaire - définis comme les périodes durant lesquelles la situation budgétaire s'est améliorée à partir de la réduction des dépenses ou de la mobilisation de recettes hors produits de base - ont généralement été liés à des effets négatifs sur la production.

Les effets estimés des variations de la politique budgétaire sur la production - les multiplicateurs budgétaires - sont généralement plus faibles que ceux observés dans les pays avancés ou les pays émergents. En moyenne, les assainissements qui, en Afrique subsaharienne, reposaient sur une réduction de l'investissement public ont eu l'effet de contraction le plus marqué sur la croissance.

Ceux basés sur des compressions de dépenses courantes ou sur la

mobilisation de recettes ont eu un moindre effet sur la production. Cependant, l'impact dépend dans une large mesure des particularités du pays, de l'accompagnement que peuvent exercer les politiques mises en œuvre, de l'efficacité des dépenses et de la solidité des institutions.

Il ressort de ces conclusions que les pays de la région devraient se centrer sur la mobilisation de recettes pour atténuer les retombées négatives de l'assainissement sur la croissance. Cependant, comme la mobilisation de recettes prend un certain temps, les réductions de dépenses risquent d'être inévitables, notamment dans les pays où il est urgent d'opérer des ajustements.

Dans ces cas-là, il importe de protéger les dépenses dans les infrastructures essentielles, de manière à ne pas compromettre par trop les perspectives de croissance future, et d'accorder la priorité aux dépenses en santé et en éducation et aux dispositifs de protection sociale afin de réduire dans toute la mesure du possible les effets sur les ménages plus démunis. ■

La réfection de la route Sanguéra-Dangbessito en phase d'exécution

Les travaux de réfection de la route Sanguéra-Sranyamé ont été lancés dans le canton de Sanguéra par le président de la délégation spéciale de la préfecture du Golfe Kossi Agboka en présence du préfet du Golfe Awaté Hodabalo.

Ces travaux dont le lancement a eu lieu le 9 novembre 2017 concernent neuf routes sélectionnées en commun accord avec la population. Une fois les travaux achevés, les quartiers et localités environnants du canton seront désenclavés et ceci permettra aux populations riveraines de vaquer librement à leurs diverses activités.

Ces travaux s'inscrivent dans la volonté du gouvernement d'œuvrer au développement du Togo a déclaré le Préfet Awaté. Prenant la parole, le représentant du pouvoir central a édifié l'assistance sur les vertus de la paix, du civisme et



de la citoyenneté. Il a également rappelé aux populations que le respect de l'autorité et des lois constitue l'un des grands piliers du civisme.

Le Président de la Délégation Spéciale de la préfecture du Golfe, M. Aboka Kossi, a à cet effet, exhorté les populations à plus de contribution pour la réussite des travaux.

Tout en rappelant à l'assistance que ces routes sont l'émanation de leur propre effort fiscale il a transmis les salutations du chef de l'Etat a ces populations.

Les populations riveraines se sont réjouies de cette bonne nouvelle et promis œuvrer pour le déroulement des travaux et l'entretien une fois achevé. C'est le cas du chef canton de Zanguéra, Togbui Dossey Hunkpetor IV qui s'est réjoui de cette initiative. Il s'est félicité du démarrage des travaux d'ouverture de voies et a saisi l'occasion pour présenter une autre doléance au préfet, la construction d'un marché dans leur canton. ■

Baisse de la TVA
sur les produits de première nécessité

~~18%~~



10%

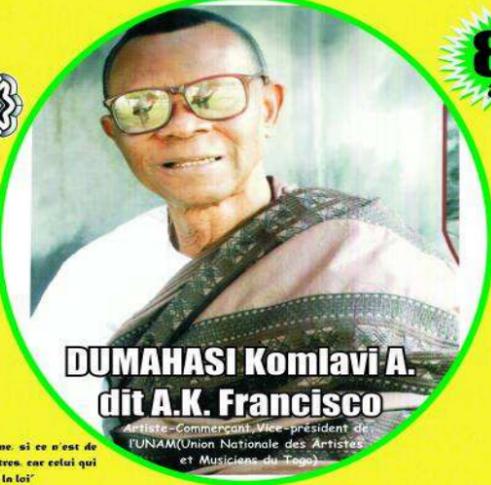
PRODUITS ET SERVICES	NOUVEAUX TAUX DE LA TVA
Lait non transformé, Riz à l'exception du riz de luxe, Terminaux mobiles et équipements informatiques, Opération de crédit-bail dans les transports, Matériels de production d'énergie renouvelable	0%
Tissu kaki et tissu imprimé (pagne), Huile alimentaire, Sucre, Farine de céréales (blé, etc.), Pâtes alimentaires, Lait manufacturé, Aliments pour bétail et pour volailles, Poussins d'un jour, Matériels agricoles, Services de location et réparation de matériels agricoles, Hébergement et restauration des touristes	10%



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

AVIS DE DECES

Le Directeur du journal "La Lanterne" et sa famille (soeurs et frères), ont le regret de vous annoncer le décès de leur très cher et regretté Papa



82
ans

DUMAHASI Komlavi A. dit A.K. Francisco

"Ne devez rien à personne, si ce n'est de vous aimer les uns les autres, car celui qui aime les autres a accompli la loi"
-Pomalin 11-8

PROGRAMME

Vendredi 17 novembre 2017
18h00-20h00 : Veillée de prières (corps présent) et de chants à l'Eglise Evangélique Presbytérienne du Togo (Paroisse Tokoin Centre) sise à DOBLEAWOU près de l'école Adjallé

Samedi 18 novembre 2017
06h00 : Mise en bière
07h00 : Culte d'Enterrement à la même Eglise suivi de l'inhumation au cimetière de Bè-Kpota ainsi que la sortie de deuil dans la maison mortuaire

Dimanche 19 novembre 2017
09h00 : Culte d'action de grâce dans la même Eglise

Maison mortuaire : Maison DUMAHASI à Tokoin Ramco (Immeuble SAPNA)

VISITEZ VOTRE SITE WEB



www.republiquetogolaise.com
Application mobile : Togo officiel



Togotelecom

COMMUNIQUÉ

LE GROUPE TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'ELLE POURRA DESORMAIS PAYER SES FACTURES TELEPHONIQUES ET INTERNET VIA LE SERVICE T MONEY. POUR PAYER LES FACTURES VIA T MONEY, LE CLIENT A DEUX OPTIONS :

- 1- PAYEZ SA PROPRE FACTURE EN TAPANT LE CODE *145*6*3*2*1#
- 2- PAYEZ LA FACTURE D'UN TIERS EN TAPANT LE CODE *145*6*3*2*2#

POUR EFFECTUER L'OPERATION VIA T MONEY, LE CLIENT DOIT SE SERVIR DE SON NUMERO DE COMPTE DE FACTURATION INSCRIT DANS L'ANGLE SUPERIEUR DROIT DE LA FACTURE TELEPHONIQUE IMPRIMEE.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, APPELEZ LE 119 OU LE 22 00 01 19 !

TOGO TELECOM VOUS REMERCIE POUR VOTRE FIDÉLITÉ.

LA DIRECTION GÉNÉRALE

24 Nov.
11 Déc.
2017

14^{ème}
Foire
Internationale de
LOME

Foire de toutes les opportunités

APPLICATION FoireTogo 2000

Google play

CETEF - LOME
BP: 10056 LOMÉ - TOGO
TEL: (00228) 22 35 07 27 / 90 31 76 37
site web: www.cetef.tg / e-mail: ceteflome@cetef.tg

**Thème : Le numérique
au service des affaires**

GRUPE TOGOTELECOM SPONSOR OFFICIEL		ASSUREUR OFFICIEL					
					La Banque Autrement		